

Unité départementale de l'Artois
44, Rue de Tournai
CS 40 259
59019 Lille Cedex

Lille, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PPG

IMMEUBLE UNION
1-3 rue de l'Union square
92500 Rueil-Malmaison

Références : 0224-2026
Code AIOT : 0007000499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement PPG implanté ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite DREAL du **10/06/2025** sur l'établissement PPG AC France de Ruitz avait porté sur l'application de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I). Cette démarche consiste à la mise en place de contrôles périodiques d'équipements présentant un certain niveau de risques environnementaux et/ou accidentels.

Lors de cette visite DREAL, l'Inspection a constaté les non-conformités suivantes :

→ **l'absence de réalisation de visites Externes Détaillées** datant de moins de 5 ans pour les réservoirs de stockage soumis à un suivi au titre du PM2I (art. 4 de l'AM du 04/10/2010 et art. 29-3 de l'AM du

03/10/2010). 31 réservoirs étaient concernés par cette non-conformité ;

→ **l'absence de recensement des tuyauteries et capacités** soumises à un suivi PM2I (art. 5 de l'AM du 04/10/2010) et donc l'absence de contrôle des équipements potentiellement soumis à ce suivi.

Comme suite de cette visite, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 10/10/2026 pour encadrer la remise en conformité sur ces 2 points (avec un délai de 3 mois).

La présente visite DREAL du 30/01/2026 avait pour objectif de vérifier la remise en conformité de l'établissement sur les 2 non-conformités évoquées ci-dessus.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPG
- ZI DE RUITZ 350 Avenue Charles Pecqueur BP 83 62620 Barlin
- Code AIOT : 0007000499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site fabrique des peintures acryliques et solvantées pour des applications diverses (bâtiment, automobile, industrie ou encore aéronautique) et conditionne des produits de traitement de bois. Elle emploie 140 personnes sur le site avec une production d'environ 40 000 t par an dont 20 % de produits solvantés.

Les installations disposent d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 17 avril 1980 modifié. Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 4331 : liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 ;
- 2640 : Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels.

Des travaux de réhabilitation sont en cours sur le bâtiment situé au Sud du site pour accueillir un atelier de fabrication de nouveaux produits.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	3) Récolement APMD - Recensement et suivi des tuyauteries / capacités	AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 2	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Récolement APMD - Visites Externes détaillées	AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1	Sans objet
2	2) Récolement APMD - Visites Externes Détaillées	AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	4) Suivi des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
5	5) Note d'organisation - Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 30/01/2026 a permis à l'Inspection de constater que l'exploitant de l'établissement PPG à Ruitz s'est remis en conformité sur les 2 non-conformités ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 10/10/2025.

En particulier :

-> Par rapport à la 1ère Non-Conformité : l'exploitant a fait procéder aux visites Externes Détaillées des 31 réservoirs de stockage en juin/juillet 2025. L'Inspection a vérifié la correspondance des noms des comptes-rendus de visite avec les réservoirs concernés. 3 dossiers d'équipements ont été vérifiés par sondage (sans remarque) ;

-> Par rapport à la 2ème Non-Conformité : l'exploitant a fait établir un recensement des tuyauteries par un Bureau d'Études. En conclusion, 5 tuyauteries sont à suivre au titre du PM2I sur site. Et l'exploitant a fourni les éléments démontrant l'absence de capacité à suivre au titre du PM2I.

Sur la base de ces constats, l'Inspection estime que les 2 non-conformités relevées le 10/06/2025 sont levées. Ainsi, l'Inspection propose au préfet du Pas-de-Calais d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/10/2025.

En dehors du périmètre de l'arrêté préfectoral du 10/10/2025, les contrôles par sondage réalisés le 30/01/2026 ont amené l'Inspection à formuler **1 demande d'action corrective et 4 observations** pour améliorer la formalisation du suivi PM2I sur l'établissement. En réponse à ces points, l'exploitant est invité à transmettre ses réponses dans un délai de 2 mois pour les observations et de 5 mois pour la demande d'action corrective (à compter de la réception du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Récolement APMD - Visites Externes détaillées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Visites externes détaillées de réservoirs de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PPG AC FRANCE (...) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 29-1 et 29-3 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé en réalisant sous 3 mois (à compter de la notification du présent arrêté) une visite Externe Détaillée pour l'ensemble des réservoirs de stockage de son établissement qui sont à contrôler régulièrement au titre des mêmes articles.</p> <p>Ces visites doivent respecter les dispositions des articles 29-1, 29-3, 29-5 et 29-6 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié susvisé.</p> <p>L'exploitant tiendra l'Inspection de l'Environnement informée de la planification et de la réalisation des visites Externes Détaillées à effectuer au titre du présent article. L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection de l'Environnement les comptes-rendus des visites Externes Détaillées ainsi réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite DREAL du 10/06/2025, l'Inspection avait relevé 2 non-conformités.</p> <p>- NC1 : L'absence de réalisation de visites Externes Détaillées datant de moins de 5 ans pour les réservoirs de stockage soumis à un suivi au titre du PM2I (art. 4 de l'AM du 04/10/2010 et art. 29-3 de l'AM du 03/10/2010). 31 réservoirs étaient concernés par cette non-conformité ;</p> <p>- NC2 : L'absence de recensement des tuyauteries et capacités soumises à un suivi PM2I (art. 5 de l'AM du 04/10/2010) et donc l'absence de contrôle des équipements potentiellement soumis à ce suivi.</p> <p>En amont de la présente inspection, l'exploitant avait transmis un message électronique pour informer des démarches réalisées en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/10/2025.</p> <p>Les actions réalisées par l'exploitant <u>sur la 2^{ème} non-conformité</u> sont décrites au point de contrôle n°3 ci-dessous.</p> <p>Pour décrire son traitement de la <u>1^{ère} non-conformité</u> (visites externes détaillées des réservoirs), l'exploitant avait joint à son message électronique du 12/01/2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste mise à jour des équipements soumis à suivi au titre du PM2I ; • les états initiaux et les plans d'inspections pour 31 réservoirs de stockage ; • les comptes-rendus des visites externes détaillées pour ces mêmes 31 réservoirs de stockage. <p>L'exploitant a sollicité une société de contrôle spécialisée (MISTRAS) pour la réalisation des visites</p>

Externes Détaillées. Tous les réservoirs de stockage soumis à suivi au titre du PM2I ont fait l'objet de telles visites en juin et juillet 2025. Les rapports correspondants ont été transmis à l'exploitant fin août / début septembre 2025. Ces rapports se positionnent favorablement à la poursuite d'exploitation des réservoirs jusqu'à leur prochain contrôle.

Une réunion entre l'exploitant et MISTRAS s'est tenue en septembre pour échanger sur les constats établis et les préconisations formulées par la société de contrôle.

L'Inspection a vérifié la correspondance entre les réservoirs de stockage à contrôler et les noms des fichiers de comptes-rendus transmis. En amont de la visite, l'Inspection avait constaté ne pas avoir reçu les comptes-rendus des visites ED pour les 10 réservoirs suivants de la zone Solvant Nord :

- S02A / S02B ;
- S06A / S06B ;
- S08A / S08B ;
- S09A / S09B ;
- S010 ;
- S011.

En salle, l'exploitant a confirmé que les visites Externes détaillées ont été réalisées à l'été 2025 pour tous les réservoirs de stockage soumis à suivi PM2I sur site. Les comptes-rendus constatés manquants par l'Inspection provenaient d'un problème de transmission : mail envoyé sur une liste de diffusion trop restreinte par la société de contrôle. Ces comptes-rendus étaient bien disponibles sur site le jour de la visite. A titre d'exemple, l'exploitant a présenté le compte-rendu de la visite externe détaillée du réservoir S02B (cf. point de contrôle suivant).

En salle, l'équipe d'inspection a demandé à l'exploitant s'il avait un outil de suivi des échéances pour les contrôles périodiques à mettre en œuvre dans le cadre du PM2I. L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose actuellement que du fichier de recensement des équipements. Les Inspecteurs ont relevé que ce fichier ne permet pas en l'état un suivi des échéances de contrôles. L'exploitant a indiqué qu'il envisage de faire évoluer ce fichier pour qu'il puisse servir au suivi des échéances des contrôles PM2I, ainsi qu'au suivi des actions correctives associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°01 : L'Inspection invite l'exploitant à faire évoluer la liste de ses équipements à suivre au titre du PM2I pour que le fichier permette également un suivi des échéances de contrôles et des actions correctives associées. L'exploitant tiendra ce fichier à disposition de l'Inspection.

Le positionnement de l'Inspection sur la levée de la 1^{ère} non-conformité figure au point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Examen par sondage de comptes-rendus de visite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PPG AC FRANCE (...) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 29-1 et 29-3 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 susvisé en réalisant sous 3 mois (à compter de la notification du présent arrêté) une visite Externe Détaillée pour l'ensemble des réservoirs de stockage de son établissement qui sont à contrôler régulièrement au titre des mêmes articles.</p> <p>Ces visites doivent respecter les dispositions des articles 29-1, 29-3, 29-5 et 29- de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié susvisé.</p> <p>L'exploitant tiendra l'Inspection de l'Environnement informée de la planification et de la réalisation des visites Externes Détaillées à effectuer au titre du présent article. L'exploitant tiendra à disposition de l'Inspection de l'Environnement les comptes-rendus des visites Externes Détaillées ainsi réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la levée de la 1ère non-conformité de l'APMD du 10/10/2025 (absence de visite Externe Détaillée datant de moins de 5 ans pour les réservoirs concernés), l'Inspection a vérifié les démarches réalisées et l'exhaustivité des réservoirs contrôlés (cf point de contrôle précédent). Pour compléter l'examen de la remise en conformité de l'exploitant sur ce point, l'Inspection a contrôlé <u>par sondage</u> les dossiers de suivi des 3 réservoirs suivants : R5B, S04 et S02B. Le détail des points contrôlés figure ci-dessous dans ce point de contrôle.</p> <p><u>1^{er} réservoir : Réservoir R5B</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réservoir de 25 m³, sur jupe, calorifugé et situé en bâtiment couvert ; • Fabriqué en 1980 et contenant du Nebores 22-75 (liquide inflammable de catégorie B) ; • Épaisseurs nominales : 6 mm pour le fond et 5 mm pour les viroles ; • Épaisseurs de calcul : 3,07 mm pour le fond et 1,65 mm pour les viroles ; • <u>État initial</u> : document MISTRAS réf. 87971-27-EI du 30/06/2025 ; • <u>Plan d'inspection</u> : document MISTRAS réf. 87971-27-PI du 30/06/2025 ; • <u>Dernier rapport de contrôle</u> : Rapport d'analyse et de synthèse, réf. 87971-27-VT du 08/10/2025. <p>Les épaisseurs mesurées en 2025 étaient comprises entre 4,9 et 5,1 mm sur les viroles (> épaisseur de calcul de 1,65 mm) et entre 5,8 et 5,9 mm pour le fond (> épaisseur de calcul de 3,07 mm). Ce rapport conclut à l'aptitude du réservoir à pouvoir continuer à être exploité jusqu'à son prochain contrôle. La société de contrôle a formulé 1 seule remarque (non bloquante) : entretien courant de l'assise du réservoir.</p>

2^{ème} réservoir : Réservoir S04

- Réservoir de 25 m³ sur jupe, à toit fixe, contenant de l'Exxsol 120 (inflammable de catégorie B) ;
- Fabriqué en 1980, situé en extérieur et non calorifugé ;
- Épaisseurs nominales : 6 mm pour le fond et 5 mm pour les viroles ;
- Épaisseurs de calcul (selon CODAP) : 3,01 mm pour le fond et 1,62 mm pour les viroles ;
- État initial : document MISTRAS réf. 87971-11-EI du 25/06/2025 ;
- Plan d'inspection : document MISTRAS réf. 87971-11-PI du 25/06/2025 ;
- Dernier rapport de contrôle : Rapport d'analyse et de synthèse, réf. 87971-11-VT du 07/10/2025

Les épaisseurs mesurées en 2025 étaient comprises entre 4,8 et 4,9 mm sur les viroles (> épaisseur de calcul de 1,62 mm) et 6 mm pour le fond (> épaisseur de calcul de 3,01 mm).

Ce rapport conclut à l'aptitude du réservoir à pouvoir continuer à être exploité jusqu'à son prochain contrôle.

La société de contrôle a formulé 7 remarques (non bloquantes) : entretien courant de l'assise du réservoir, reprise de l'anneau, peinture de la jupe, nettoyage/mousse de la robe, corrosion du toit, plinthes du garde-corps (liste non exhaustive).

3^{ème} réservoir : Réservoir S02B

- Réservoir de 25 m³ sur jupe, à toit fixe, non calorifugé et situé en extérieur ;
- Fabriqué en 1980 et contenant de l'Exxsol D40 / Spirdane D40 (inflammable de catégorie B) ;
- Épaisseurs nominales : 6 mm pour le fond, 5 mm pour les viroles et 5,5 mm pour le toit ;
- Épaisseurs de calcul (selon CODAP) : 3,01 mm pour le fond et 1,62 mm pour les viroles ;
- État initial : document MISTRAS réf. 87971-06-EI du 16/09/2025 ;
- Plan d'inspection : document MISTRAS réf. 87971-06-PI du 25/06/2025 ;
- Dernier rapport de contrôle : Rapport d'analyse et de synthèse, réf. 87971-06-VT du 30/07/2025

Les épaisseurs mesurées étaient de 4,9 mm sur les viroles (> épaisseur de calcul de 1,62 mm) et comprises entre 5,9 et 6 mm pour le fond (> épaisseur de calcul de 3,01 mm).

Ce rapport conclut à l'aptitude du réservoir à pouvoir continuer à être exploité.

L'équipe d'inspection a noté que la société de contrôle avait constaté des coulures de produit sur la robe, et des points de rouille sur le toit.

Le jour de la visite, l'exploitant avait indiqué que la prise en compte des remarques figurant en conclusion des rapports de contrôle se ferait après évolution du fichier de recensement des équipements à suivre au titre du PM2I.

Par message électronique du 12/02/2026, l'exploitant a transmis à la DREAL les fiches d'analyses

des rapports des contrôles de l'été 2025. 1 fiche d'analyse a été rédigée pour chaque type d'équipement de chaque zone sur la base du modèle réf. HSE-E3-09-A10 version 01. A la fois pour les réservoirs et les rétentions, ces fiches d'analyse concluent à l'aptitude des équipements à être exploités jusqu'à leurs prochains contrôles respectifs.

En conclusion sur la 1ère non-conformité objet de l'APMD du 10/10/2025 :

-> L'Inspection a constaté que tous les réservoirs concernés ont fait l'objet d'une visite Externe Détaillée lors de l'été 2025. D'après l'exploitant, l'organisme de contrôle s'est positionné favorablement à la poursuite d'exploitation de tous les réservoirs jusqu'à leur prochain contrôle (cf. point de contrôle n°1 ci-dessus) ;

-> Le contrôle par sondage de 3 dossiers d'équipement n'a pas relevé de non-conformité dans la réalisation à l'été 2025 des Visites Externes Détaillées des réservoirs concernés.

Sur la base de ces constats, l'Inspection estime levée la 1ère non-conformité objet de l'APMD du 10/10/2025 (relative à l'absence de visite Externe Détaillée pour 31 réservoirs constatée le 10/06/2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pas de demande ou observation formulée pour ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : 3) Récolement APMD - Recensement et suivi des tuyauteries / capacités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des tuyauteries et capacités

Prescription contrôlée :

La société PPG AC FRANCE (...) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé **en réalisant sous 3 mois** (à compter de la notification du présent arrêté) **le recensement des tuyauteries et capacités** soumises à des contrôles réguliers au titre du même article.

L'exploitant formalisera ce recensement. Il le tiendra à disposition de l'Inspection de l'Environnement et pourra justifier de la méthodologie appliquée.

Pour chacune des tuyauteries et capacités ainsi identifiées comme nécessitant des contrôles réguliers au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant établira **sous 5 mois** (à compter de la notification du présent arrêté) **un état initial et un programme d'inspection formalisés** conformément aux dispositions du même article .

L'exploitant tiendra ces états initiaux et programmes d'inspection à disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Constats :

Lors de sa visite du 10/06/2025, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas procédé au recensement des tuyauteries et capacités de son site à suivre au titre du PM2I (art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010). L'exploitant n'avait pas pu justifier de l'absence de suivi de ce type d'équipements.

Ces constats constituaient la **2^{ème} non-conformité** pour laquelle l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/10/2025 avait été signé par le préfet du Pas-de-Calais.

Pour expliquer les démarches réalisées en réponse à cette 2^{ème} non-conformité, dans son message électronique du 12/01/2026, l'exploitant a joint :

- la liste des équipements de son site soumis à suivi PM2I ;
- le compte-rendu d'étude de recensement PM2I MISTRAS réf. 87971-005-TUY validé le 22/09/2025.

En salle, l'équipe d'inspection s'est aperçue que le recensement transmis en amont portait uniquement **sur les tuyauteries**.

Les Inspecteurs ont donc questionné l'exploitant sur le recensement des **capacités**, potentiellement soumises à contrôles au titre du PM2I. N'ayant pas d'information sur le sujet le jour de la visite, l'exploitant a complété sa réponse **par message électronique du 15/04/2026**.

Ce message a transmis une mise à jour du recensement déjà effectué pour les tuyauteries (rapport Mistras réf. 151940-003-RE du 13/04/2026). Les modifications apportées portent sur l'inclusion du recensement des capacités, mais aussi sur la mise à jour du recensement des tuyauteries.

La méthodologie a consisté à lister toutes les tuyauteries et capacités dans un tableau, et de préciser pour chaque équipement son volume ou Diamètre nominal et les mentions de dangers du contenu.

En conclusion, ce recensement a permis d'identifier :

- 0 capacité à suivre ;
- 5 tuyauteries à suivre (toutes au secteur Solvants 2).

L'Inspection n'émet aucune remarque sur la méthodologie et les conclusions des recensements ainsi effectués.

NB : L'Inspection rappelle ici que l'Étude de Dangers du site n'a mis en évidence aucun phénomène dangereux de gravité Importante (ou plus) résultant d'une fuite de capacité ou de tuyauterie.

En conclusion, pour la 2^{ème} non-conformité objet de l'APMD du 10/10/2025 (absence de recensement des éventuelles tuyauteries / capacités à suivre au titre du PM2I) :

-> L'exploitant a présenté une étude formalisant le recensement des tuyauteries soumises à un suivi au titre du PM2I (art. 5 de l'AM du 04/10/2010) : 5 tuyauteries sont à suivre ;
 -> L'exploitant a pu transmettre les éléments justifiant de l'absence de capacité soumise à un suivi au titre du PM2I (art. 5 de l'AM du 04/10/2010) ;
 -> L'Inspection ne formule aucune observation sur les recensements réalisés et sur leur conclusion, à savoir 5 tuyauteries (0 capacité) à suivre au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Sur la base de ces constats, l'Inspection estime levée la 2^{ème} non-conformité objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/10/2025.

L'Inspection propose donc à M. le préfet du Pas-de-Calais d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10/10/2025, estimant que les 2 non-conformités associées sont levées (cf. points de contrôle 2 et 3 du présent rapport).

Les 5 tuyauteries identifiées comme soumises à suivi PM2I ne faisaient l'objet d'aucun contrôle par l'exploitant jusqu'ici. Elles seront à inclure dans le suivi PM2I de l'exploitant avec la documentation idoine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°01 : Pour les 5 tuyauteries identifiées début mars 2026 comme soumises à suivi au titre du Plan de Modernisation des installations Industrielles, l'Inspection demande à l'exploitant sous 5 mois (à compter de la réception du présent rapport) :

- d'établir et de formaliser leurs états initiaux ;
- d'établir, de formaliser et de mettre en œuvre leurs programmes d'inspection.

Ces documents sont à établir selon les dispositions de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Ils seront tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement.

Les premières visites de tuyauteries prévues par les programmes d'inspection ainsi établis seront à réaliser sous 1 an (à compter de la réception du présent rapport).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : 4) Suivi des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (rétention)

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

(...) - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent

arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; (...)

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

En dehors du périmètre de l'APMD du 10/10/2025, l'équipe d'Inspection a souhaité échanger avec l'exploitant sur les contrôles réalisés par l'exploitant sur les rétentions à suivre au titre du PM2I (art. 6 de l'AM du 04/10/2010).

Dans son message électronique du 12/01/2026, l'exploitant a transmis les comptes-rendus de contrôles des 3 rétentions de son établissement : cuvette résine, cuvette Solvant Nord, et cuvette Solvant Sud.

A noter que le suivi PM2I n'est requis que pour les seules rétentions "Résine" et "solvant Nord". La rétention "Solvant Sud" fait l'objet d'un suivi volontaire.

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a contrôlé par sondage le rapport du dernier contrôle réalisé sur la rétention Solvant Nord. Il s'agit du rapport réf. n°87971-002-CUV du 22/09/2025 pour une visite réalisée le 26/06/2025. La rétention étant au droit de réservoirs de liquides inflammables, cette rétention est de catégorie II et est à contrôler tous les ans.

Ce rapport a notamment mis en évidence des anomalies de niveaux D2, D2E, D3 et D3P. Dans son rapport, l'organisme de contrôle a notamment relevé les anomalies suivantes :

- D3P : Végétation interne à détruire : nécessité d'une contre-visite pour vérifier l'état du béton après destruction des végétaux ;
- D3P : Remédier au trou dans les murets de clôture coté interne - défaut d'origine mais NON CONFORME = perte d'étanchéité et risque de pollution des sols : nécessité d'une contre-visite ;
- D3 : Pérenniser la réparation des trous des murets de clôture coté interne, sous 3 ans maximum ;
- D3 : Réaliser la réparation d'un trou en extérieur du muret, sous 3 ans maximum ;
- D2E : Surveiller le tassement des réservoirs lors des Inspections Hors Exploitation des réservoirs (tous les 5 ans) ;
- D2 : Détruire la végétation extérieure pour prévenir la détérioration interne, et nettoyer la grille du puisard qui est obstruée, sous 5 ans maximum.

En séance, les Inspecteurs ont rappelé les délais de réparation du guide DT92 associés à chaque niveau de désordre :

- 5 ans pour un défaut D2,
- 3 ans pour un défaut D3 et
- 6 mois pour un défaut D3P.

Le § 7.2 du guide DT 92 précise également que :

"Le délai entre la visite de surveillance et l'établissement de l'analyse de la fiche de surveillance doit rester inférieur à 3 mois.

La date de l'analyse de la fiche de surveillance est la date de référence : (...) pour les délais de mise en œuvre (...)".

A la demande des Inspecteurs, l'exploitant avait confirmé ne pas avoir formalisé son analyse de la fiche de surveillance au jour de la visite DREAL. Ainsi, le délai de formalisation de la fiche d'analyse (22/09/25 +3 mois -> 22/12/2025) était dépassé au jour de l'inspection DREAL. Par la suite, l'exploitant a transmis sa fiche d'analyse du rapport de contrôle de la rétention Solvant Nord par message électronique du 12/02/2026.

Par rapport aux actions correctives à réaliser, l'exploitant a indiqué qu'il a procédé fin 2025 au nettoyage / désherbage de la rétention.

Comme préconisé par l'organisme de contrôle, après ce nettoyage / désherbage, l'exploitant a réalisé une contre-visite sous le format d'une visite de routine. Il a transmis le compte-rendu réf. HSE-E3-09-A03 du 12/02/2026. En annexe à ce compte-rendu figurent des photos confirmant le bon nettoyage / désherbage de la rétention, y compris au niveau du puisard (constaté encombré à l'été 2025).

Pour le rebouchage des trous d'origine dans les murets de niveau D3P, l'exploitant a présenté en séance un devis : devis PROVALIBAT n°4862 du 07/01/2026. Le message électronique du 12/02/2026 a transmis à l'Inspection ce devis ainsi que le bon de commande validé associé (n°EPO-00796980).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°02 : L'exploitant transmettra à l'Inspection des éléments prouvant les travaux effectués pour le rebouchage des trous d'origine de la rétention Solvant Nord sous 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).

Observation n°03 : L'Inspection attire l'attention sur le délai maximal de 3 mois pour l'analyse des rapports de contrôle des rétentions à suivre au titre du PM2I (cf. § 7.2 du guide DT 92). L'Inspection invite l'exploitant à veiller au respect de ce délai maximal pour l'analyse des comptes-rendus à l'avenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5) Note d'organisation - Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des rétentions

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

(...) - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; (...)

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

Lors de la visite DREAL du 10/06/2025, l'Inspection avait formulé la demande d'action corrective suivante :

"Demande d'action corrective n°01 : L'Inspection demande à l'exploitant de formaliser son organisation pour le suivi au titre du PM2I pour les équipements autres que les réservoirs de stockage. L'exploitant transmettra à l'Inspection les documents créés ou modifiés à cet effet dans un délai de 3 mois (à compter de la réception du présent rapport)."

Au regard des éléments des points de contrôle précédents, il n'y a pas de tuyauterie / capacité à suivre au titre du PM2I. Il s'agissait donc de rajouter les dispositions d'organisation pour le contrôle des rétentions dans les documents d'organisation de l'exploitant.

Interrogé sur le sujet le jour de la visite, l'exploitant avait indiqué ne pas avoir fait évoluer ses documents d'organisation depuis la visite du 10/06/2025.

Par son message électronique du 12/02/2026, l'exploitant a transmis la mise à jour de son document d'organisation en matière de suivi PM2I : la procédure réf. HSE-E3-10 version 03 de février 2026. Des changements de formulation rendent désormais applicables les élaborations d'états initiaux et de programmes de surveillance pour tous les équipements soumis à suivi PM2I, y compris donc les rétentions.

Dans cette procédure mise à jour, l'Inspection a relevé les points suivants au § IV-2 :

- "Contrôle annuel interne par équipement soumis". Les visites de routine prévues par le guide DT92 ne prévoient qu'un contrôle depuis l'extérieur.
- une description insuffisante des modalités de contrôle des rétentions soumises à suivi PM2I.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°04 : L'Inspection demande à l'exploitant de compléter ses documents encadrant la démarche PM2I sur son établissement :

- en détaillant davantage les dispositions mises en œuvre pour le contrôle des rétentions ;
- en clarifiant les modalités des contrôles annuels prévus sur les réservoirs de stockage.

L'exploitant transmettra à l'Inspection le(s) document(s) modifié(s) ou établi(s) à cet effet dans un délai de 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).

Type de suites proposées : Sans suite